

TIZI-OUZOU

Les agriculteurs assimilés lancent un SOS

La déclaration du ministre de l'Agriculture selon laquelle il a été décidé d'exclure de la mesure d'effacement de la dette les agriculteurs assimilés a eu un effet de bombe.

Le motif invoqué par le département ministériel : il ne s'agissait pas de prêts bancaires qu'ils ont contractés mais du matériel acquis selon la formule du leasing, en 2002. Dans une déclaration remise à notre rédaction, l'association des jeunes agriculteurs assimilés de la wilaya de Tizi-Ouzou appelle le président de la République à prendre en charge leurs dossiers.

Ils rappellent qu'ils ont bénéficié d'un matériel agricole dans le cadre du programme de soutien à l'investissement d'appui à l'exploitation agricole du Plan national de développement agricole (PNDA) mis en œuvre par l'Etat. L'association pose cette question : au nom de quoi cette décision a-t-elle été prise et pourquoi modifier une décision prise par le président de la République ?

Estimant que l'argument fourni pour leur exclusion de cette «très indispensable et historique mesure» est fragile et pas du tout convaincant, ils expliquent que l'ex-Société algérienne de leasing mobilier (SALEM) est une filiale de la banque CNMA et que c'est le ministre de l'Agriculture qui les a entraînés dans cette opération de leasing dont ils affirment n'avoir jamais entendu parler auparavant.

Et de rappeler, aussi, les circonstances de leur adhésion à l'ambitieux programme au profit des jeunes diplômés dans le domaine de l'agriculture dans le double objectif de leur permettre de créer leur propre emploi, tout en employant



Photo : DR

d'autres personnes, et d'accompagner les exploitations agricoles dans leur développement en les faisant bénéficier de leurs connaissances. Ils précisent que c'est dans le cadre de ce programme et non par des initiatives individuelles qu'ils ont acquis du matériel agricole selon la formule de leasing avec l'ex- SALEM, soutenant qu'ils disposent de documents prouvant cela.

Leurs dossiers se trouvent au niveau des services agricoles et ils sont tous enregistrés au niveau de la chambre de l'agriculture avec cette remarque aussi que c'est du matériel agricole et non des véhicules touristiques ou autres engins qu'ils ont acquis.

Ils rappellent encore une fois que ce ne sont pas eux qui ont choisi la SALEM comme partenaire, ce qui leur a valu de rencontrer de graves problèmes dont : la non-acquisition de la totalité du matériel prévu pour la rentabilisation de leur activité,

quelques éléments de kits remis aux bénéficiaires sont soit inadaptés aux spécificités géographiques et culturelles soit de mauvaise qualité, la non-remise «sûrement volontaire mais inexplicable» des papiers du matériel acquis, la non-élaboration dans des délais raisonnables des échéanciers de remboursement pour éviter l'accumulation des impayés, l'absence de statut, la carte d'agriculteurs assimilés n'étant, selon eux, reconnue par aucun organisme ou institution tels que les services des impôts et la Cavnos et, enfin, l'absence totale d'un plan de charge malgré le fait qu'il était prévu selon eux dans le cadre des programmes de soutien aux agriculteurs.

Des problèmes qu'ils affirment avoir portés plusieurs fois à la connaissance de la société de leasing et du ministre de l'Agriculture en vue d'un règlement définitif, des correspondances qui sont demeurées sans réponses,

soutiennent-ils. Ils ne s'expliquent pas le revirement du ministre de l'Agriculture qui leur aurait promis, lors d'une entrevue il y a trois mois, de les aider et de prendre en charge leurs problèmes.

S'estimant victimes d'une injustice, ils n'acceptent pas «d'être des victimes collatérales ou des bous émissaires dans les affaires de mauvaise gestion de la société de leasing» dont ils affirment n'être aucunement responsables. C'est pour toutes ces raisons, expliquent les rédacteurs de la déclaration, que lors de leur réunion, la majorité des jeunes, en désespoir de cause, ont proposé des actions spectaculaires. Ils concluent en soutenant que, vu les problèmes cités, conjugués à la situation vécue alors par la région, ils sont en droit de bénéficier de la mesure d'effacement de la dette, ainsi que d'autres aides plus conséquentes pour combler le retard.

S. Hammoum

COOPÉRATION ET PARTENARIAT À ORAN

Offensive des Espagnols

L'importante délégation espagnole conduite par M. José Montilla, président de la Généralité de Catalogne qui est attendu à Oran ce lundi pour une rencontre devant se tenir au Sheraton d'Oran, est un signe de plus de l'offensive espagnole dans la capitale de l'Ouest.

Cette imposante délégation, composée d'hommes d'affaires, de personnalités et d'hommes politiques n'a pas choisi Oran par hasard comme l'une de ses étapes primordiales pour son séjour algérien.

Les liens historiques, très anciens, qui existent entre Oran et l'Espagne et qui ne sont pas marqués par le sceau de la colonisation brutale, sont ces dernières années l'atout ayant permis aux Espagnols de se positionner fortement et

d'accroître les opportunités de partenariat et de coopération. Ces opportunités ne se trouvent pas seulement dans le domaine économique puisque l'on assiste depuis l'ouverture du centre culturel espagnole à Oran (Institut Cervantès) à une offensive culturelle qui bouscule même le CCF dans sa position favorite et unique qu'il avait par le passé à Oran.

Le «rayonnement» ainsi de la langue espagnole qui a laissé des traces dans le langage oranais se voit boostée grâce aux différentes manifestations culturelles organisées par le centre Cervantès.

Un travail de fond important est mené en direction des étudiants, des universitaires, des mouvements associatifs de la région dans des domaines aussi variés que l'architecture, la restauration de monuments, l'urbanisme, l'appui aux femmes rurales...

De nombreux projets sont en discussions avec des institutions algériennes pour la

recherche scientifique, pour la préservation des sites historiques datant de l'ère espagnole. Autant d'éléments qui viennent compléter et renforcer la position du centre Cervantès qui devient de plus en plus le lieu de débats et d'ouverture sur l'extérieur pour la ville d'Oran.

Sur un plan économique, nous pouvons citer jusqu'ici les deux projets remportés par des sociétés espagnoles et non des moindres. Celui de la réalisation du tramway d'Oran confié à un consortium espagnol (Isolux-Corsan et Alstom Transporte), et bien qu'à l'heure actuel ce projet cause des désagréments énormes aux Oranais, il n'en demeure pas moins stratégique. De même pour la société Agbar qui a obtenu la gestion déléguée de l'eau de la ville d'Oran ; bien qu'Agbar soit une filiale du groupe français Suez Environnement comme à Alger, ce sont les Espagnols qui sont aux avant-postes et qui doivent achever la réhabilitation du réseau d'AEP de la ville d'Oran.

L'autre projet et non des moindres est celui du pont logistique Alicante-Oran qui, certes, traîne depuis quelques années mais qui, à terme, devra renforcer les échanges commerciaux entre ces deux villes et devenir, selon ses initiateurs une plateforme incontournable à laquelle, depuis peu, les Français aimeraient s'y rattacher. Quoi qu'il en soit, la rivalité entre ces deux pays partenaires «naturels» de l'Algérie est certaine et la venue de la délégation de Catalogne en est un signe.

Fayçal M.

KHENCHELA

Visite d'une équipe médicale du CHU Mustapha

Sollicitée par le wali, Mabrouk Belouiz, en coordination avec la direction de la santé, et dans le cadre des journées d'étude et de sensibilisation sur les maladies chroniques, une équipe médicale, exerçant à Mustapha Bacha, spécialisée dans les maladies respiratoires et allergiques, se trouve à Khenchela dans le but de réunir toutes les informations sur les différentes maladies enregistrées et classées maladies chroniques, notamment l'asthme et l'allergie saisonnière. Cela permettra à cette équipe de médecins de prendre en charge des patients au niveau des établissements hospitaliers de Chechar, Kaïs et Khenchela.

Un travail de proximité a été déjà entamé en plénière avec les différents responsables du secteur, sous la présidence du professeur Douadi, et des consultations médicales vont avoir lieu dans le centre de proximité de Sonatiba en faveur des malades venus des quatre coins de la wilaya. Selon une source bien informée, certains de ces malades vont être transférés vers les grands hôpitaux de l'Algérie.

Les rats, un calvaire pour les agriculteurs

Selon une source bien informée auprès de la direction de l'agriculture, des milliers de rats ont envahi les champs de fruits et légumes situés dans le sud de la wilaya, ce qui a engendré des pertes énormes aux différentes récoltes de céréales, carottes, salades... estimées, selon la même source, à des millions de centimes.

Cette situation, disons ce calvaire, a poussé les agriculteurs et les propriétaires de fermes et de champs, dont le nombre a atteint les 3 000 et qui occupent plus de 30 000 ha dans le cadre des différents investissements agricoles et selon un plan d'action établi par la tutelle, à interpeller le premier responsable de la wilaya, le directeur de l'agriculture, à agir vite et essayer de trouver des solutions immédiates pour limiter les dégâts.

Ces agriculteurs ont utilisé tous les moyens pour lutter contre ce phénomène mais sans résultat palpable. La direction de l'agriculture n'a pas tardé à leur venir en aide, des mesures ont été prises sur le terrain et 90 quintaux de produits destinés à la lutte contre les rats ont été distribués. Cette opération a été réalisée en coordination avec l'inspection régionale de la protection des végétaux de Aïn Touta.

La bande d'encagoulés sous mandat de dépôt

La bande d'encagoulés, composée de 4 personnes, demeurant tous à Khenchela, et qui ont semé la terreur dans plusieurs quartiers de la ville, ont été placés sous mandat de dépôt par le tribunal de Khenchela pour composition d'un groupe de malfaiteurs, vol à main armée et cambriolage. Ces malfaiteurs ont attaqué dans une nuit du mois sacré une famille habitant à la cité route d'El Aïzar, agressé le père de cette famille et ont pu s'emparer de 180 millions de centimes et des bijoux. Une autre famille a été victime d'une agression à l'arme blanche. Ces malfaiteurs seront jugés dans les jours qui viennent.

Benzaïm Abdelouahab

La direction générale de la Gest-Immo filiale AADL nous écrit

Faisant suite à l'article publié dans votre journal en date du jeudi 22/10/2009, page 7, intitulé : «Cité AADL de Tadmaït, panne d'ascenseur depuis le... 23 juillet»

La direction générale de la Gest-Immo filiale AADL tient à préciser que l'ascenseur en question a en effet subi des actes de vandalisme par les occupants eux-mêmes qui viennent aujourd'hui se plaindre de la panne de l'appareil.

A cet effet, la Gest-Immo met en exergue l'importance de la bonne gestion des ascenseurs, notamment par les locataires acquéreurs et exhorte ces derniers à faire

preuve de civisme et d'œuvrer en vue de préserver ce moyen commun dont l'utilité n'est pas à démontrer.

Quant au fait d'inciter les citoyens à faire preuve de violence et de fuir leurs engagements et obligations vis-à-vis des autorités responsables, tels que le non-paiement des charges et/ou loyers, cela n'a jamais été la solution aux problèmes, bien au contraire, il est à même d'entraver la collaboration entre les deux parties et freiner les mesures de prise en charge par le promoteur qui se préoccupe fortement du confort de ses locataires.